

8 juillet 2024

L'incertitude française

- **Le fait marquant des dernières semaines a été la dissolution de l'Assemblée nationale française, dont la nouvelle composition est encore source d'incertitude.** Il en est résulté une plus grande volatilité sur les marchés financiers européens, à la fois pour les rendements des emprunts d'Etat, avec un écartement des *spreads* (plus marqué pour l'OAT française) et pour les Bourses, les indices européens ayant baissé, plus nettement pour le CAC 40, alors que les indices américains sont restés haussiers. Les investisseurs ont à la fois l'œil sur la soutenabilité de la dette publique française et sur les conséquences économiques pour les entreprises de la nouvelle situation politique.
- **Le climat des affaires en zone euro a sans doute été un peu affecté par cette incertitude de la situation politique française mais pas de manière tranchante à ce jour.** Il montre une croissance faible mais qui n'impacte pas beaucoup le marché du travail pour l'instant. L'inflation se tasse encore légèrement mais demeure au-dessus de la cible de la BCE. Cette dernière devrait à nouveau baisser ses taux directeurs mais sans doute en prenant son temps.
- **La trajectoire de l'économie américaine suggère un début de décélération mais de manière ténue.** L'inflation a légèrement faibli mais elle demeure sensiblement au-dessus de celle observée en zone euro. Cela conduit la Fed à se montrer prudente. Mais elle pourrait néanmoins amoindrir le caractère restrictif de sa politique monétaire, en amorçant une baisse des taux au second semestre.
- **En Chine, la dynamique industrielle est un peu moins forte.** Elle a surtout été tirée par les exportations, en particulier d'automobiles. Cela a conduit en retour les Etats-Unis mais aussi l'Europe à relever leurs droits de douane sur les importations chinoises.
- Par ailleurs, **le yen continue à être faible mettant la pression sur la Banque centrale.** Cette dernière n'a pas modifié sa politique monétaire en juin mais elle pourrait réduire ses achats d'actifs dans les mois qui viennent afin de tempérer l'inflation.
- Enfin, **le Royaume-Uni s'apprête à tourner la page avec un nouveau gouvernement travailliste** issu des élections anticipées. Cela ne devrait cependant pas conduire les Britanniques à revenir dans l'Union européenne.

Alain Henriot

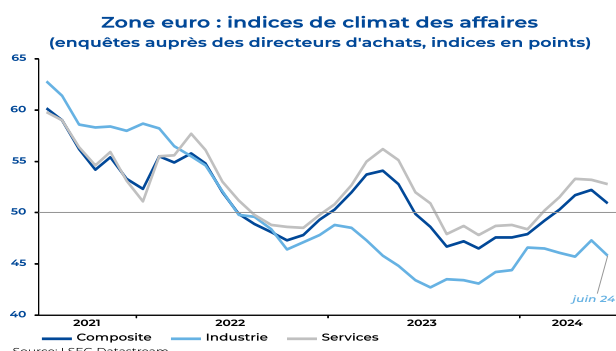
(Contributeurs P. Aurain, M. Blanchet, H. Haddar, C. Ponton)

Pour recevoir automatiquement nos publications par mail, abonnez-vous !

[CLIQUEZ ICI](#)

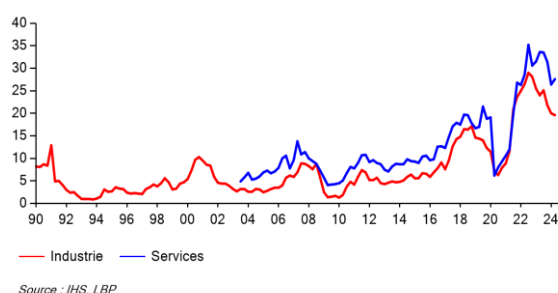
Zone euro – Le climat des affaires est à la peine

Les indices de climat des affaires PMI pour la zone euro déçoivent en juin. L'indice pour l'industrie repart à la baisse, notamment en Allemagne. Les hausses de droits de douane sur les produits chinois ont pu jouer. Un tassement est aussi observé dans les services. Ces enquêtes ayant été réalisées après la dissolution de l'Assemblée nationale française, elles reflètent probablement en partie l'incertitude politique en France.



En mai, le taux de chômage demeure inchangé à 6,4 %. Rappelons qu'il s'agit d'un niveau bas au regard de son évolution historique. D'ailleurs, même si elles sont moins prégnantes qu'il y a deux ans, **les difficultés de recrutement restent élevées au regard de leur évolution historique, aussi bien dans l'industrie que dans les services.** Cela renvoie à une dynamique démographique qui s'affaiblit. Cela pourrait être un facteur de soutien durable pour les salaires.

Zone euro : entreprises empêchées de produire davantage en raison des difficultés de recrutement (enquête de la Commission européenne)



En juin, l'inflation en zone euro s'établit à 2,5 % sur un an (contre 2,6 % en mai). Les prix de l'énergie augmentent très peu (+0,2 %) et celle des produits manufacturés à peine davantage (+0,7 %). L'augmentation est plus soutenue pour les produits alimentaires (+2,5 % sur un an) mais elle reste en phase de décélération. En revanche, les prix des services sont en nette hausse (4,1 % sur un an) sans marquer le pas. Il faut y voir la conséquence d'une dynamique des salaires encore soutenue.

Les ventes au détail en volume restent faibles. La modération de l'inflation n'a pas pour l'instant stimulé la consommation.

Lors du dernier Conseil des gouverneurs du 6 juin, la BCE a baissé ses taux directeurs de 25 points de

base (à 3,75 % pour le taux sur la facilité de dépôt), La Présidente de la BCE a mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait de rendre la politique monétaire un peu moins restrictive. Les projections d'inflation des économistes de la BCE ont été légèrement revues à la hausse (+0,2 point en 2024 et 2025, à 2,5 % et 2,2 %). C. Lagarde est restée optimiste sur l'évolution de salaires, mettant l'accent sur des indicateurs avancés indiquant une modération. Avec les évolutions récentes de l'inflation, la BCE devrait se montrer prudentes et ne pas procéder à une nouvelle baisse de ses taux directeurs avant septembre.

Sept États membres de l'Union européenne (UE) ont dépassé en 2023 la limite des 3 % de déficit public fixée par le Pacte de stabilité et de croissance. Il s'agit de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne et de la Slovaquie. Ces pays ont été placés en procédure de déficit excessif par la Commission européenne. Un dialogue entre la Commission et les États membres va désormais commencer pour envisager les mesures correctrices (voir page suivante le calendrier pour la France).

Royaume-Uni – Le retour de l'inflation à sa cible et les travaillistes aux manettes

L'indice composite est en terrain d'expansion en juin (51,7), pour le 8^{ème} mois consécutif malgré un point au plus bas depuis 7 mois. Ce mois-ci, c'est **l'indice manufacturier qui pousse l'indice global à la hausse avec un plus haut depuis plus de deux ans (54,2),** ceci dû notamment à des commandes en hausses selon les déclarants. Au contraire **les services ont l'air de sous-performer avec des répondants moins confiants** avec un point au plus bas depuis 7 mois mais qui reste tout de même en terrain d'expansion (51,2). Selon les personnes interrogées, cela est dû aux décisions de dépenses suspendues en attente des élections générales du 4 juillet.

La confiance des ménages est également en amélioration. En effet, **l'indice de confiance des consommateurs GfK est à -14, au plus haut depuis plus de 2 ans, et montre une confiance dans l'économie qui continue de progresser chez les consommateurs.** L'indice, en hausse depuis 3 mois d'affilée, était à -24 en juin 2023 et à -49 au plus bas en septembre 2022.

Royaume-Uni : Indice GfK de la confiance des ménages



Le taux de croissance mensuel du PIB ressort à 0 % au moins d'avril (après 0,4 % au moins de mars) avec un trimestre glissant de 0,7 % ce qui reste donc assez dynamique et laisse présager un T2 a priori assez vigoureux. La production dans les services a augmenté de 0,2 % en avril et 0,9 % sur le trimestre

glissant. Le secteur industriel connaît de son côté, un resserrement (-0,9 %), tout comme le secteur de l'immobilier (-1,4 %).

L'inflation atteint 2 % au mois de mai (2,3 % en avril) et se situe désormais en-dessous de la moyenne des pays de la zone euro (2,7 %), de la France (2,6 %) et l'Allemagne (2,8 %). **L'inflation revient donc pour la première fois en 3 ans à la cible fixée par la BoE.** L'inflation sous-jacente continue sa baisse pour le 4^{ème} mois consécutif à 3,5 % en mai après 3,9 %. **Le taux d'inflation alimentaire passe en-dessous de la barre des 2 % (1,7 %) au plus bas depuis octobre 2021 (1,2 %).** Elle revient d'ailleurs quasiment à sa moyenne des années 2010 (1,6 %). **En revanche, l'inflation dans le secteur des services pose question avec un taux toujours assez élevé qui ne semble pas décroître de la même manière que l'indice global (5,7 % en mai contre 5,9 % en avril).** Ayant ces chiffres en mains le comité de politique monétaire du 20 juin a statué pour un maintien du taux directeur à 5,25 % pour la 7^{ème} fois et de fait, la BoE ne suit pas la BCE. La réticence à la baisse de la part du Comité est due au contexte politique actuel (élections générales le 4 juillet) et une inflation dans les services qui peine à redescendre de manière plus rapide.

Le taux de chômage continue sa remontée à 4,4 % en avril sur trois mois glissants et un relâchement semble être observé sur le marché du travail. **Le nombre d'emplois vacants continue de décroître également à 904k (916k en janvier)** et indique des pressions moins importantes sur les salaires à venir même si cela n'est pas encore observable dans les faits **avec des salaires toujours assez hauts (6 % sans bonus et 5,9 % avec bonus).**

Prêt à miser sur ces bons chiffres économiques de ce début d'année et à la surprise générale, le parti conservateur et **Rishi Sunak** (*Conservative*, sensibilité de droite) **avait annoncé des élections générales pour le 4 juillet.** Avec un parti Travailleurs (*Labour*, sensibilité de gauche) qui gagne une large majorité à 412 sièges sur 650, il perd son pari et laisse la place à Keir Starmer au 10 Downing Street après que les conservateurs sont restés 14 ans au pouvoir.

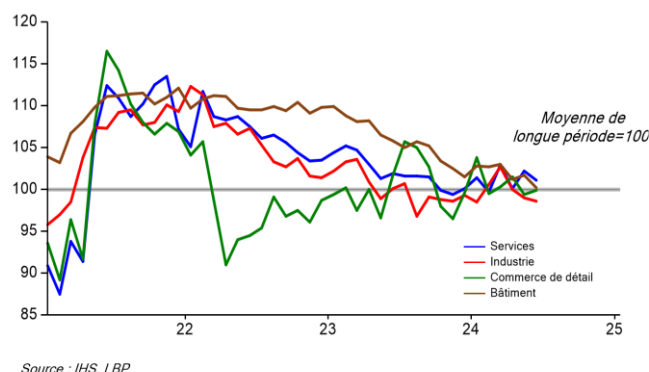
France – Dans l'incertitude

La dissolution de l'Assemblée nationale a conduit à générer une forte incertitude sur l'environnement politique des prochains mois. Sa nouvelle composition n'est pour le moment pas source de clarification.

Les enquêtes sur le climat des affaires, réalisées après l'annonce de la dissolution, montrent que ce dernier est hésitant. Quelques signes d'interrogation apparaissent sur les perspectives d'activité mais sans que le phénomène soit tranchant (par exemple le climat d'incertitude dans les services diminue en juin !). Les indices PMI sont plus dégradés que les indices de l'Insee. Ils mettent en avant une activité industrielle très molle et une érosion dans les services. Dans le bâtiment, le climat des affaires s'effrite encore pour revenir à sa moyenne de longue

période. Le climat sur l'emploi se dégrade un peu en juin et s'établit à sa moyenne de long terme.

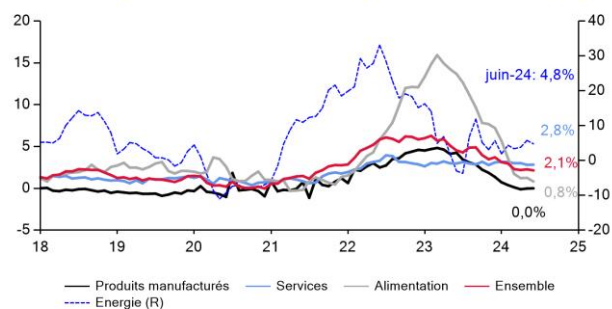
France : indicateur synthétique du climat des affaires



En mai 2024, les dépenses de consommation des ménages en biens rebondissent sur un mois (+1,5 % en volume après -0,9 % en avril 2024). Ce rebond est cependant un peu en trompe l'œil car il s'appuie sur une forte hausse de la consommation d'énergie (+3,9 %) liée aux conditions climatiques. La consommation alimentaire progresse sensiblement et celle des biens fabriqués diminue légèrement (-0,3 %). Les immatriculations d'automobiles se sont tassées au premier semestre, en partie en lien avec les modifications des conditions du bonus écologique. Le niveau de la consommation de biens reste faible.

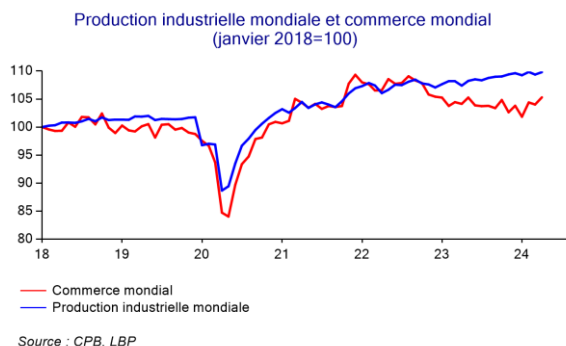
En juin, l'inflation est quasiment revenue sur la ligne des 2 % (2,1 % après 2,2 % en mai). La hausse des prix des services reste élevée (2,8 % sur un an). En revanche, celle des prix des produits manufacturés est nulle alors que les prix alimentaires augmentent peu. La hausse des prix de l'énergie demeure soutenue (4,8 % sur un an).

France : prix à la consommation (variation sur un an, %)



Placée en procédure de déficit excessif, la France devrait soumettre son plan national budgétaire et structurel à moyen terme (pour une durée de cinq ans) le 20 septembre 2024. La Commission procédera ensuite à son évaluation. Ce n'est qu'en novembre 2024 que la Commission formulera ses recommandations. La France aura six mois pour s'y conformer. Et, si, en juin 2025, la France n'a pris aucune mesure correctrice, alors la Commission pourrait envisager des sanctions. Au 1^{er} trimestre, la dette publique s'élevait à 110,7 % du PIB après 109,9 % fin 2023.

La production industrielle mondiale demeure molle en avril mais elle semble se rééquilibrer géographiquement avec un début de frémissement en zone euro et un dynamisme moindre en Chine. **Le point bas des échanges mondiaux paraît avoir été dépassé**, les derniers indicateurs suggérant l'amorce d'une reprise du commerce international.



Etats-Unis – Un mois assez dynamique dans une tendance au ralentissement.

Poursuite de la tendance au ralentissement de l'économie. Le PIB T1 final est légèrement amélioré (0,35% t/t) mais la demande intérieure est revue à la baisse. Les inscriptions hebdomadaires au chômage affichent une tendance haussière assez nette et l'immobilier fléchit. Le mois de mai, plutôt dynamique en termes de revenus et de consommation, ne devrait pas signaler un retournement de tendance.

Le revenu personnel a augmenté de 0,5 % en mai, de même que le revenu disponible et le pouvoir d'achat. La consommation réelle augmente de 0,3 % et le taux d'épargne prend 20 pb à 3,9 %.

Les ventes au détail rebondissent en mai (0,1 % et -0,4 % pour le groupe de contrôle). Les biens durables ont progressé de 0,1 % (mais -0,6% ex air ex defense).

En mai, la production industrielle a fortement rebondi de 0,9 % après 2 mois faibles (0,4 % ga) et la production manufacturière de 0,9 % également (0,1 % ga). Le TUC manufacturier reste inférieur à sa moyenne de long terme (77,1 % vs 78,2 %).

En mai, les créations d'emplois (NFP - hors secteur agricole) se sont établies à 218 K (supérieurs à la moyenne 175 K en 2018-2019) et le taux de chômage a augmenté de 0,1 ppct à 4 %. La croissance du salaire horaire est de 0,3 % sur le mois (4,1 % ga).

Concernant l'immobilier, en mai, les mises en chantiers baissent de -5,5 % et s'établissent -1,1 % sous la moy 2019. Le nombre de permis se réduit de 3,8 % (au niveau des volumes moyens de 2019). Les ventes de neuf baissent de -11,3 % (-10 % vs niveau moyen de 2019). Dans l'ancien, les ventes baissent de -0,7 % (25 % sous la moyenne 2019). Sur le mois, le taux hypothécaire 30 ans perd 14 pb et s'établit à 7,03 %. L'indice de prix Case-Schiller (20 villes) a augmenté de 0,4 % au mois d'avril. Il s'établit à 7,2 % en ga et 48 % au-dessus de 2019.

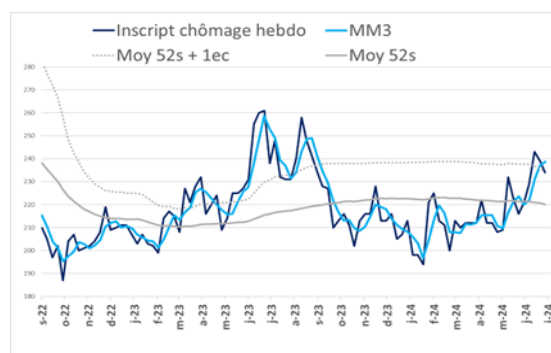
Les indicateurs avancés du mois de juillet envoient des signaux ambigus : les PMI sont robustes (51,6 pour le manufacturier et 55,3 pour les services), l'indicateur du

marché immobilier (NAHB) est toujours en baisse à 43, l'indice de sentiment des consommateurs du Michigan affiche une hausse à 68,2. Les « nowcasts » du Pib T2 fléchissent à 0,5 % pour NY et à 0,4 % pour Atlanta. En juin, les créations d'emplois NFP s'établissent à 206 K et celles de mai sont revues en baisse de 272 K à 218 K et les inscriptions hebdomadaire au chômage sont en hausse tendancielle à 240 K. Ces éléments confirment la baisse progressive des tensions sur l'emploi.

L'inflation du mois de mai s'est établie à 3,3 % en g.a (vs point haut à 9 % en juin) +0% sur le mois (CVS), l'inflation cœur a progressé de 3,4 % en g.a et 0,2 % sur le mois. Celle des services s'établit à 5,4% ga (+0,4 % m/m).

A surveiller : Poursuite de la candidature Biden fragilisée par son âge.

Marché monétaire : maintien des anticipations. 2 baisses anticipées en septembre/décembre 2024 avec une probabilité de plus de 50 %.

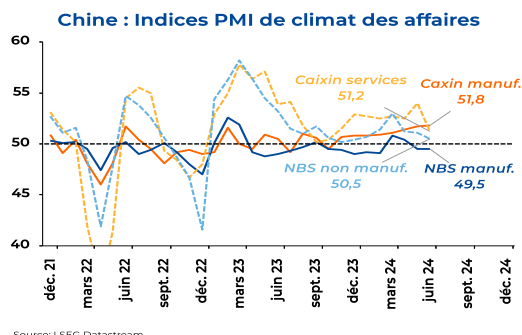


Chine – Evolution contrastée de l'activité

Les indicateurs conjoncturels de mai témoignent d'une activité robuste en Chine. La production manufacturière décélère à +6,0 % sur un an, après un mois d'avril particulièrement dynamique à +7,5 % sur un an. Par secteur, la production des entreprises publiques ralentit en mai à +3,6 % sur un an, contre +5,4 % en avril. A noter que la production de véhicules électriques reste très vigoureuse, à +34 % sur un an. **Les ventes au détail accélèrent sur un an en mai, à 3,7 % sur un an, après un point bas à +2,3 % en avril.** Par composantes, les ventes au détail se reprennent dans la restauration. En outre, les ventes automobiles se contractent toujours à -4,4 % sur un an, du fait de la contraction des prix sur ce segment (rappelons que les ventes au détail sont publiées en valeur). L'analyse des prix à la consommation indique ainsi une contraction du prix des véhicules électriques de -6,9 % sur un an en mai (subventions, fortes concurrence et surcapacités).

Les enquêtes de conjoncture sont plus erratiques pour le mois de juin. Les enquêtes PMI indiquent une décélération de l'activité dans les services : le PMI NBS diminue à 50,5 (après 51,1 en mai) et l'enquête Caixin diminue à 51,2 (après 54,0 en mai). Dans l'industrie, les enquêtes PMI restent stables au mois de juin, mais l'enquête NBS indique une contraction de l'activité (à 49,5, sous le seuil de 50 séparant l'expansion de la contraction d'activité), tandis que l'enquête Caixin reste bien orientée (51,8, après 51,7).

Enfin, les prix restent atones dans l'économie. L'inflation reste stable à +0,3 % en mai et l'indice des prix à la production se contracte de -2,6 % sur un an dans le secteur manufacturier. **Dans l'industrie, la contraction du prix des intrants s'atténue toutefois, à -0,5 % un an en mai contre -1,9 % en avril. Le prix des métaux industriels soutient en effet le prix des intrants.**



La Commission européenne a déclaré qu'elle imposerait des droits temporaires à partir du 4 juillet sur les importations de voitures électriques chinois, variant de 17 % à 38 %. Ils viendront s'ajouter aux droits déjà en vigueur de 10 % et seront collectés de manière rétroactive si la Commission opte pour leur application permanente d'ici le 4 novembre. Pour rappel, la Commission avait lancé une enquête anti-subsidation sur les véhicules électriques chinois le 4 octobre 2023.

Japon – Le yen de retour dans les années 80 et une hausse de taux qui se fait attendre

Malgré des prises de paroles répétées du gouvernement se voulant rassurant, **le yen a continué sa baisse en juin (161 yens/\$ le 28 juin) pour atteindre des niveaux observés pour la dernière fois dans les années 80 au moment de la bulle spéculative immobilière et financière.**

Dans ce contexte, **le climat des affaires dans le secteur privé a marqué le pas en juin avec un PMI composite qui se trouve au point neutre (50). Le secteur manufacturier est en terrain d'expansion (50,5) pour la première fois depuis mai 2023. A contrario, le secteur des services passe sous la barre neutre (49,8) qui est dû, selon les répondants, aux contraintes qu'ils rencontrent sur le marché du travail.**

L'inflation connaît une légère augmentation par rapport au mois d'avril. En effet, l'inflation sort à 2,8 % en mai (après 2,5 % en avril) après deux baisses consécutives et une inflation hors produit frais à +2,5 % (après +2,2 % en avril). L'inflation reste au-dessus de la cible de la Banque du Japon (BoJ) pour le 26^{ème} mois consécutif. **Le super sous-jacent, hors produit frais et hors énergie, est à 2,1 % en mai après 2,4 % en avril. A l'issue de sa réunion des 13-14 juin 2024, la BoJ a décidé de maintenir ses taux d'intérêt à 0-0,1%. En revanche, la BoJ a confirmé qu'elle ajusterait sa politique si l'inflation évoluait en ligne avec ses prévisions et n'a pas exclu une hausse en juillet. La BoJ n'est donc pas pressée de relever les taux courts malgré les pressions croissantes des marchés. La chute prolongée du yen pourrait lui forcer la main et lui faire relever ses taux plus tôt que prévu.**

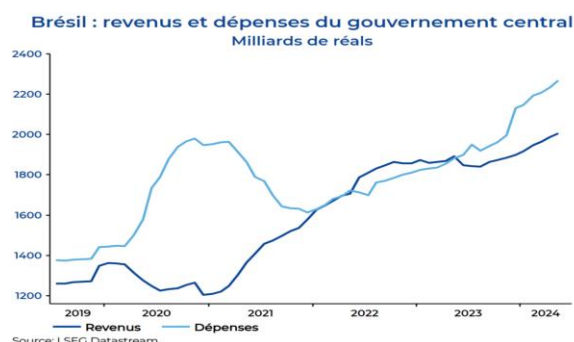
Pays émergents – Interrogations sur les finances publiques au Brésil.

Le PMI manufacturier continue de tutoyer des sommets en Inde (58,3 en juin après 57,5). Il progresse en Russie (54,9 après 54,4) et se redresse nettement à Taïwan sur deux mois (à 53,2 après 50,9). Il progresse de manière globale en Asie hors Chine (52,4 après 52,1). Il est aussi en hausse au Brésil à 52,4 malgré les effets des inondations. En revanche, il baisse de nouveau nettement en Turquie sous le seuil d'expansion (47,9 après 48,4).

Au Brésil, l'inflation de mai progresse un peu sur un an (3,9 % après 3,7 %) tirée par l'alimentaire en raison notamment de la hausse des prix des récoltes du fait des inondations. L'indice sous-jacent continue en revanche son repli à 3,9%. A noter quand même que **les salaires réels restent dynamiques (+5,5 %) dans un contexte de marché de l'emploi tendu et que la monnaie se déprécie.** L'inflation reflue en Inde (4,7 %) et se maintient maintenant à un bas niveau. Elle progresse en Russie (8,3 %) soutenu par le dynamisme des salaires (+23 %) et la hausse des prix de production. Elle augmente en Turquie à des niveaux toujours alarmants (75,4 %).

Les marchés du travail restent bien orientés sur un plateau bas. Le taux de chômage est quasiment au plus bas au Mexique, au Brésil à 7,1 % (plus bas depuis 2015), en Russie et en Turquie.

La banque centrale du Brésil met fin à sa phase de baisse de taux. Le Selic est maintenu à 10,5 %. Les incertitudes mondiales, les tensions sur le marché du travail et la révision à la hausse des anticipations d'inflation appellent à la prudence selon le comité. Les autres banques centrales maintiennent leurs taux sur un plateau haut. Le taux en Turquie est maintenu à 50% depuis mars 2024. Il est à 16 % en Russie depuis décembre 2023. La banque centrale du Mexique maintient son taux à 11 % après avoir fait une première baisse en février 2024. Le taux en Inde est maintenu à 6,5 % malgré la normalisation de l'inflation.

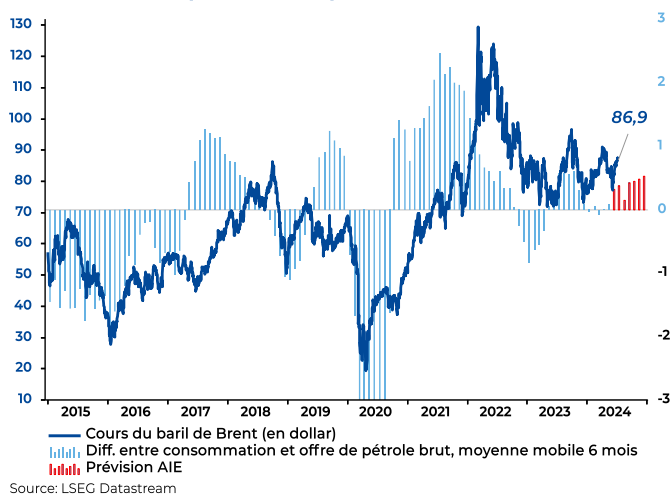


Ces dernières semaines, les craintes d'un déséquilibre des comptes publics brésilien ont augmenté en raison de la hausse continue des dépenses obligatoires. Les réticences du parti du président à l'égard de certaines coupes à accentuer la méfiance des marchés : le real est passé de 5,12 à 5,67 le \$ en moins de 3 semaines.

ENERGIE – Hausse de la demande de pétrole, le brut reprend des couleurs

Le prix du baril de Brent a augmenté au mois de juin, pour s'établir autour de 85 \$ début juillet, contre un point bas à 77 \$ le 4 juin. Cette dynamique haussière s'inscrit dans un contexte de net rééquilibrage du marché pétrolier, avec des anticipations de reprise de la demande : les indicateurs avancés de la demande de pétrole aux Etats-Unis s'avèrent particulièrement solides pour la période estivale ; (ii) une baisse des stocks de brut au niveau mondial, en deçà des moyennes saisonnières sur cinq ans ; (iii) la reprise des activités de raffinage après d'importantes maintenances en début d'année ; et (iv) une production industrielle toujours dynamique en Chine. A l'inverse, l'évolution de l'offre reste limitée par les réductions volontaires des membres de l'OPEP+, qui ont été prolongées jusqu'à octobre. **Au total, le marché pétrolier devrait être déficitaire au second semestre 2024, pour environ 0,5 Mb/j d'après les anticipations de l'AIE, ce qui soutient les prix du brut.**

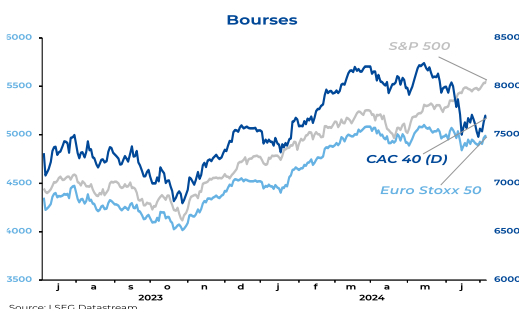
Cours du pétrole et équilibre Offre/Demande



BOURSES – Les Bourses européennes pénalisées par l'instabilité politique française

C'est bien sûr les marchés français qui ont le plus soufferts, perdants 4% sur le mois et entraînant par contagion une baisse de 1% sur l'Eurostoxx. Ces difficultés n'ont pas perturbé les bourses américaines, notamment porté par les valeurs Technologiques dont le parcours de NVIDIA.

Le CAC perd -4 % sur le mois.



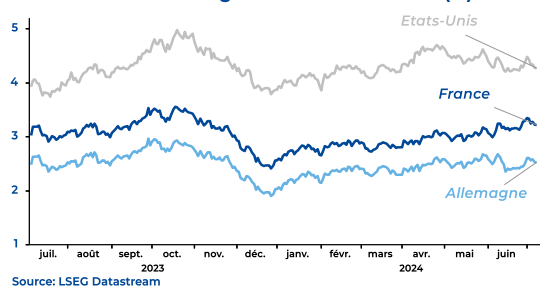
Taux d'intérêt – Hausse du spread français en partie compensée par la baisse du taux allemand

Deux dynamiques se sont développées sur le mois de juin : d'une part les anticipations de taux directeurs aux Etats-Unis se sont détendues et ont permis aux taux américains à 10 ans de baisser de 17 pb. Cette dynamique monétaire a eu un effet de contagion et a permis au Bund de baisser également de 16 pb. D'autre part, la « dissolution » de l'Assemblée Nationale française a entraîné une hausse du spread français sur l'OAT 10 ans de 30 pb depuis le 9/06 ainsi que, dans une moindre mesure, celui d'autres pays européens comme l'Italie ou l'Espagne. Au total, le taux français à 10 ans a augmenté de 14 pb sur le mois.

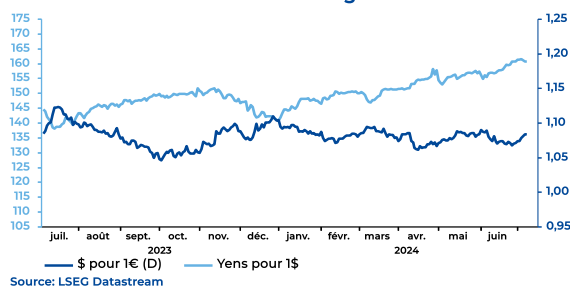
Taux de change - L'euro perd 1,1% sur le mois.

L'euro-dollar s'établit à 1,07 en fin de période, reflétant les inquiétudes sur l'instabilité politique en France.

Taux des obligations d'Etat à 10 ans (%)



Taux de change



REPERES

BOURSE

	NIVEAUX			PERFORMANCE			
	Plus bas	Plus haut	05/07/24	en monnaie locale		en euros	
	En	Depuis le		En	Depuis le	En	Depuis le
ETATS-UNIS	en 2024	en 2024		2023	1/1/2024	2023	1/1/2024
Dow Jones	37 267	40 004	39 376	13,7%	4,5%	10,3%	6,4%
S&P 500	4 689	5 567	5 567	24,2%	16,7%	20,5%	18,9%
Nasdaq Composite	14 510	18 353	18 353	43,4%	22,3%	39,1%	24,5%
JAPON							
Nikkei 225	33 288	40 914	40 912	28,2%	22,3%	16,0%	9,3%
ZONE EURO							
Euro Stoxx 50	4 403	5 101	4 979			19,2%	10,1%
France (CAC 40)	7 319	8 240	7 676			16,5%	1,8%
Allemagne (Dax 30)	16 432	18 869	18 475			20,3%	10,3%
Espagne (IBEX 35)	9 858	11 444	11 024			22,8%	9,1%
Italie (FTSE MIB)	30 077	35 410	33 988			28,0%	12,0%
EUROPE							
FTSE 100 (RU)	7 446	8 446	8 204	3,8%	6,1%	5,9%	8,8%
Stoxx	468	525	517			12,7%	7,8%
MONDE							
MSCI-Monde	3 114	3 581	3 581	21,8%	13,0%	18,1%	15,1%
MSCI-Emerging Markets	958	1 105	1 105	7,0%	7,9%	3,8%	9,9%

TAUX À LONG TERME

Taux à 10 ans	déc-23	juin-24	28-juin	05-juil
Allemagne	2,11	2,49	2,49	2,53
France	2,64	3,15	3,29	3,22
Italie	3,80	3,95	4,06	3,94
Espagne	3,08	3,35	3,42	3,35
Etats-Unis	4,01	4,30	4,37	4,28
Japon	0,66	0,99	1,05	1,07
Royaume-Uni	3,77	4,15	4,18	4,13

TAUX DE CHANGE

Taux de change	déc-23	juin-24	28-juin	05-juil
1 euro = ... dollars	1,09	1,08	1,07	1,08
1 euro = ... yens	157,03	169,88	172,36	174,21
1 euro = ... sterling	0,86	0,85	0,85	0,85
1 dollar = ... yens	143,79	157,93	160,83	160,72
1 sterling = ... dollars	1,27	1,27	1,26	1,28
1 dollar = ... yuans	7,14	7,25	7,27	7,27

Pour s'abonner à nos publications :



[Ouvrir ce lien pour s'abonner](#)

Direction Finance et Stratégie – Direction des études économiques :

Philippe Aurain, Directeur des études économiques

Alain Henriot, Responsable des études économiques

Maël Blanchet, Économiste

Corentin Ponton, Économiste

Ranto Rabeantoandro, Économiste

Hocine Haddar, Statisticien économiste

Rabi Shah, Statisticien économiste

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-

www.labanquepostale.com

La Banque Postale – Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6 585 350 218 euros
Siège social et adresse postale : 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06
RCS Paris 421 100 645 – Code APE 64 19Z, intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 023 424